



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-cinquième session

21-22 septembre 2020¹

Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au
Secrétariat de la Conférence régionale pour le Proche-Orient*

FAO-RNE-NERC@fao.org

¹ Session initialement prévue du 2 au 4 mars 2020, à Mascate (Sultanat d'Oman).

I. Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile

1. Les organisations de la société civile qui collaborent avec la FAO se sont réunies en février 2020 à Casablanca afin de se préparer à la présente session de la Conférence régionale. À cette occasion, elles ont célébré quatre cycles biennaux d'une coopération progressive et réaffirmé qu'il existait encore une marge d'évolution importante pour ce qui était de développer cette relation et d'exploiter la ressource indispensable qu'était le partenariat avec la société civile. Nous avons rappelé la recommandation permanente concernant la mise en place d'un mécanisme axé sur les petits agriculteurs, qui apporterait à la FAO et aux États des éléments à l'appui de la formulation de politiques dans notre région.
2. La crise complexe imputable à la covid-19 nous montre que les chaînes de valeur courtes et les systèmes alimentaires locaux sont vitaux sur les plans de la subsistance, du redressement et de la souveraineté alimentaire. Par ailleurs, depuis 2016, une série de consultations menées auprès d'organisations de la société civile a renseigné la FAO sur les besoins et les priorités correspondantes en matière de politiques dans les domaines de l'appui à la petite agriculture familiale et aux investissements dans le secteur de l'eau. Les observations et la participation d'utilisateurs finaux appartenant à la société civile ont ainsi permis à la fois de s'attaquer aux causes structurelles des problèmes et d'établir un lien avec les engagements relatifs aux ODD et les obligations qui incombent aux États en vertu des traités auxquels ils sont parties.
3. Nous partageons la détermination de la FAO à assurer la cohérence et la réussite des politiques et des projets, la priorité absolue étant le bien-être des personnes et l'amélioration continue des conditions de vie, y compris la souveraineté alimentaire et la concrétisation du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates.
4. Le partenariat entre la société civile et la FAO s'est remarquablement développé depuis la trente-troisième session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient. À cet égard, la FAO est considérée non pas comme une simple organisation technique mais comme une entité dont la valeur ajoutée tient à ses activités ancrées dans la Charte des Nations Unies, qui repose sur trois piliers. Cependant, le rôle de la société civile n'est pas seulement de se réunir mais d'œuvrer dans ce cadre, au titre des activités menées dans les pays. C'est pourquoi nous avons collaboré avec le Bureau régional de la FAO à l'élaboration d'une base de données des organisations de la société civile partenaires pour la gestion et le recensement des compétences locales, ce qui permet d'apporter une valeur ajoutée et des données d'expérience, une vision des priorités et une pertinence locales aux programmes et aux projets, qui leur confèrent une légitimité. Nous espérons qu'il s'agira d'un outil utile au service de la complémentarité entre la FAO et la société civile.
5. Par ailleurs, les efforts déployés et les propositions formulées par la société civile au fil des années visent à donner du sens au «processus de décentralisation», qui n'a pas encore pleinement contribué à «nouer des partenariats stratégiques avec d'autres parties prenantes afin de satisfaire les besoins des États Membres». Or, c'est en dialoguant avec les États – y compris par l'intermédiaire de la FAO – que nous pouvons établir les échanges nécessaires pour résoudre les problèmes structurels qui entravent les avancées relatives aux priorités qui figurent à l'ordre du jour de la Conférence régionale.

6. Par conséquent, une réflexion approfondie et des efforts redoublés sont indispensables pour remédier aux crises alimentaires et nutritionnelles qui sont le résultat de l'endettement des agriculteurs, d'une urbanisation irrationnelle, de la destruction de l'environnement, de l'appauvrissement de la biodiversité, de la privatisation de ressources et de services collectifs, et du chômage en zone urbaine et en zone rurale dans les économies non productives, engendré et perpétué par des intérêts divers. Dans notre région, les principaux facteurs persistants de l'insécurité alimentaire sont les conflits armés et les crises prolongées, notamment les catastrophes économiques cycliques.
7. L'une de nos missions sera d'épauler la FAO lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Ce processus sera une occasion idéale pour tenter de remédier aux défaillances systémiques et aux problèmes qui touchent les filières alimentaires mondiales, mis en évidence par la crise climatique et la pandémie en cours. Nous appelons les États à faire en sorte que l'expertise technique et le pouvoir normatif de la FAO, aux côtés de la société civile, soient au cœur des débats mondiaux auxquels le Sommet donnera lieu.
8. S'agissant de la suite à donner, les possibilités offertes par la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et par le fait que tous nos États aient adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales sont autant d'encouragements, et nous attendons avec impatience de collaborer concrètement pendant ce cycle biennal sur les sept thèmes judicieusement choisis par la FAO qui concernent le redressement face à la crise complexe que nous traversons actuellement.